



Avec un mois d'avance dans nos services , la prime d'intéressement collectif est arrivée (les élections ont du bon) il est vrai que dame nature a été particulièrement généreuse envers le climat social mais la carotte est gelée cette année encore...

Cette production annoncée en 2004, a connu un premier rendement en 2005 de 140 €. Les rendements suivants ont connu une baisse de production durant les saisons 2006-2007. Depuis 2008, le résultat est identique avec 150 € brut. Pouvait-on espérer mieux face à des conditions de travail des personnels et conditions d'accueil des usagers déplorables , dans un contexte de casse du service public financier.

Décidément, tout est en avance cette année... électorale. Le climat est complètement dérégulé. Les pots de fin d'année sont avancés... au printemps. En effet, M PARINI a invité les comptables à des «cocktails» (pots d'adieux ?) au frais de la DGFIP, c'est-à-dire aux frais des contribuables.

Il n'a pas osé choisir le Fouquet's mais presque. Il a invité 5000 comptables (beaucoup n'y sont pas allés) de France et de Navarre dans deux hôtels 4 étoiles, le Mariott (13 mars) et Pullmann (3 avril). Une simple réunion qui dure 2 à 3 heures. M PARINI se paye notre dette. Quelle exemplarité budgétaire donne le Directeur aux agents ? Cela sera autant de moins dans les budgets départementaux.

Quel coût total pour le budget de la DGFIP, en transport, en mission, en hôtel (notamment pour les DOM)? La simple prestation de base à l'hôtel Pullmann (location salle et cocktail basique) se chiffre à 28 000 € pour 1000 personnes . Il est vrai que cela ne sort pas de sa poche...

Souhaitons donc un bon vent à M PARINI. Bien entendu, nous n'effectuerons pas de quête auprès du personnel car nous avons suffisamment donné depuis la fusion.

Cette prime répond t-elle à la demande des agents ? NON. Les véritables solutions passent par l'arrêt des suppressions d'emplois, l'augmentation des salaires, la reconnaissance des qualifications, une véritable harmonisation (des discussions sont en cours) et une revalorisation du régime indemnitaire, le retrait des projets porteurs de reculs pour la population et les fonctionnaires, l'amélioration des garanties collectives et du statut, l'abrogation de loi sur la mobilité, le développement d'un service public de qualité et de proximité. D'autant que les agents doivent faire face à une demande toujours accrue des contribuables (réception, gracieux en hausse , difficultés de recouvrement) ce qui logique vu la complexification toujours plus grande de la fiscalité et le poids de la crise et malgré tout boucler la saisie avant de l'avoir commencée, mais la déclaration par smartphone va sûrement tout régler.

C'est pourquoi nous appelons les agents à descendre dans la rue le Premier Mai.

Cette date est située dans la période d'entre-deux tour de l'élection présidentielle.

Après un quinquennat marqué par des mesures régressives d'une extrême dureté mais aussi caractérisé par une répression sociale jamais égalée, il est primordial que les salariés se mobilisent massivement pour renverser efficacement et durablement les orientations en vigueur.

Le flot ininterrompu et sans cesse accéléré des suppressions de postes, la noria de contre-réformes, la loi sur la mobilité et la PFR ouvrant la porte à la généralisation des licenciements dans la fonction publique et instaurant un nivellement des rémunérations vers le bas, posent en des termes impératifs pour les fonctionnaires, la question du rapport de force à opposer pour stopper l'hémorragie et gagner l'ouverture de réelles négociations sur toutes nos revendications.